

## Madagascar, la course à l'abîme ?

**Tribune - Tribune libre - Joël Andriantsimbazovina, Patrick Rajoelina – 03/08/11**

Depuis de trop nombreuses années, la Grande île est plongée dans des crises politiques à répétition dont on ne voit pas l'issue, sinon un chaos rampant de la société malgache.

La démission de Marc Ravalomanana, le 17 mars 2009 et l'accession d'Andry Rajoelina à la présidence de la Haute Autorité de la Transition, ont des conséquences terribles sur la vie quotidienne des Malgaches à qui l'on promet depuis plus de deux ans l'organisation d'élections démocratiques.

La situation institutionnelle de Madagascar n'améliore pas, loin s'en faut, la situation économique et sociale des Malgaches dont beaucoup vivent dans un total dénuement et une véritable détresse morale.

Selon l'ONU, plus de 70 % de la population vit actuellement dans des bidonvilles.

Madagascar, toujours selon l'ONU, fait partie des trois pays les plus pauvres du monde, au côté d'Haïti (en proie à des catastrophes naturelles incessantes) et de l'Afghanistan (où ont lieu des conflits armés, depuis plus de trente ans maintenant).

Enfin, dans le sud de la Grande île, la famine touche près de 800.000 malgaches... à l'indifférence générale, surtout celle de certains politiciens malgaches qui, comme l'évoque un diplomate occidental, « agissent au-dessus des lois ou s'en exemptent » et protègent leurs « intérêts personnels ou claniques qui prennent souvent le pas sur les intérêts généraux ».

Les grandes puissances, toujours promptes à venir en aide à des pays particulièrement médiatiques (comme actuellement en Libye, où ils ont reconnu le « Conseil national de Transition », ou la Somalie où, rappelons-le, de nombreux Occidentaux sont retenus en otages), ont désormais l'impérieux devoir de venir à la rescousse du peuple de Madagascar.

Une population livrée depuis trop d'années à la kleptocratie institutionnalisée et au tourbillon des crises politiques qui n'apportent rien à l'avancée démocratique.

En 2012, il sera trop tard, car les principaux pays de la planète seront en élections générales ou en campagne électorale (États-Unis, Russie, Chine, France, Allemagne, Espagne...). Ils auront évidemment d'autres soucis que celui de se pencher sur le « cas Madagascar »... qui lasse déjà les pays et organisations internationales limitrophes de Madagascar (Union africaine, SADC, OIF...) !

Mais quelle que soit l'importance que l'on puisse accorder à l'économie et au social, l'amélioration globale du pays nécessite une solution politique.

Celle-ci passe obligatoirement par l'organisation d'élections libres, démocratiques, équitables, transparentes et loyales. Quoiqu'imparfaites, les conditions permettant d'atteindre cet objectif d'élections générales sont aujourd'hui réunies.

Depuis de nombreux mois, en effet, la Communauté internationale a accompagné l'ensemble des acteurs politiques Malgaches pour leur permettre de conclure des accords et dresser des feuilles de routes favorables à une dynamique démocratique de refondation d'un ordre constitutionnel nouveau.

En outre, une constitution a été élaborée dans un esprit d'ouverture aux citoyens et aux acteurs politiques Malgaches qui le souhaitaient. Elle a été adoptée par référendum le 17 novembre 2010 en obtenant plus de 70 % de oui et avec un taux de participation supérieur à 50 % des inscrits. Ce résultat donne une légitimité incontestable à cette constitution, d'autant que le taux de participation des malgaches se révèle largement supérieur à la moyenne de ce type de votation en droit comparé des référendums dans le monde.

La dernière feuille de route approuvée par la SADC à Sandton, en Afrique du Sud, les 11 et 12 juin 2011, acceptée par le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine pendant sa session des 6 au 12 juillet 2011, rassemble suffisamment d'éléments pour permettre à tous les acteurs de bonne foi et soucieux de l'intérêt du peuple Malgache de sortir par le haut d'une crise qui n'a que trop duré.

Il est temps en effet de réconcilier les Malgaches avec eux-mêmes ! Il est temps de se rassembler et de panser les plaies des blessures causées par plusieurs décennies de changements de pouvoir par la rue et accidentées de transitions incertaines.

Il est temps de donner toutes ses chances à l'économie malgache d'exploiter ses énormes potentialités, notamment agricoles, maritimes et minières, dans le souci toujours affiché de l'intérêt général.

Il est temps d'engager enfin un processus de progrès social pour le bien d'un peuple majoritairement jeune qui a suffisamment souffert.

Il est temps de permettre à Madagascar d'entrer pleinement dans le 21<sup>e</sup> siècle, ce siècle fait d'interaction globale des cultures, des civilisations et des économies.

Par sa géographie, son histoire, sa population et ses ressources naturelles, Madagascar possède tous les atouts pour réussir.

Encore faut-il aujourd'hui nous éloigner de l'abîme qui nous guette en choisissant le sursaut plutôt que l'immobilisme, c'est-à-dire éviter le naufrage !

Joël ANDRIANTSIMBAZOVINA et Patrick RAJOELINA  
Juristes, membres du Comité constitutionnel (CCC) de Madagascar

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Madagascar-la-course-a-l-abime,16233.html>